

Nouvelles locales du mardi 05 avril 2011

@rib News, 06/04/2011 | Politique- Les partis d'opposition membres de l'Alliance des Démocrates pour le Changement Burundi (ADC-Ikibiri) se disent étonnés par le nouveau projet de loi sur les partis qui vient d'être envoyé à l'Assemblée Nationale par le ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana. Selon Léonce Ngendakumana, président du parti Frodebu président en exercice de l'ADC-Ikibiri, le projet retire leur agrément aux partis politiques qui doivent en demander un nouveau. Selon lui, c'est une façon d'effacer de la scène politique les partis que le pouvoir juge dérangeant. (Rpa) - Le président en exercice de l'ADC-Ikibiri a également souligné que les autres partis qui ont participé dans l'Assemblée de ce projet de loi n'ont presque rien fait et sont eux-mêmes piégés en ne veillant pas sur leurs droits. Selon lui, si jamais le nouveau projet de loi est voté par l'Assemblée Nationale, les partis n'auront plus droit à des coalitions du ou à long terme. Seules les périodes des élections seront favorables aux coalitions. Par voie de conséquence, les partis qui ont déjà fait des coalitions seront obligés de les quitter dans le but de se conformer à la loi, une fois votée par l'Assemblée Nationale. (Rpa/Bonesha)- Le parti MRC-Rurenzangemero se dit navré par la décision d'envoyer à l'Assemblée Nationale un projet de loi plein de lacunes. Le porte-parole de ce parti a fait savoir que le ministre n'a pas convaincu les membres des partis de l'importance de changer la loi sur les partis politiques. Juvénal Ngogwanubusa a fait savoir que son parti a envoyé à l'AN une lettre de protestation sur cette révision de la loi régissant les partis politiques au Burundi. (Bonesha)- Le dossier de l'assassinat d'Ernest Manirumva a trainé parce que dans les institutions étatiques actuelles il y a de gros poissons qui sont impliqués dedans. Tel est le constat du président du parti Frodebu et en même temps président en exercice de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri). Selon Léonce Ngendakumana, ce dossier sensible et qui gêne certaines autorités sera d'un coup une fois pour toute quand tous les Burundais se leveront pour dire non à un groupes de malfaiteurs qui se trouvent dans les institutions du pays. (Rpa/Isanganiro/Bonesha)- La journée du 6 avril de chaque année, les Burundais commémorent la disparition du président Cyprien Ntaryamira qui est mort dans un crash d'avion à Kigali. Selon Jean Minani, député et ancien compagnon de Ntaryamira, le défunt président était une des personnes qui n'avaient pas peur de dire la vérité dans les moments durs. Il raconte que l'engagement de guider le Burundi après la mort de Ndadaye, était une décision difficile pour les politiciens car ils avaient peur de mourir comme Ndadaye venait d'être assassiné. (Rtr) | Justice- Un paysan accusé d'avoir insulté la justice croupie dans la prison de Muyinga depuis un certain temps. Ce paysan avait fait des déclarations étonnantes dans un bistrot soulignant que la justice burundaise ne fonctionne pas correctement suite au manque d'indépendance dans son travail. Suite à ces déclarations, il a été arrêté par des responsables de la justice de cette province et conduit au cachot. Les associations de défense des droits de l'homme demandent la libération de ce citoyen qui n'a dit que la vérité. (Isanganiro)- Les associations de la société civile burundaise ont lancé une semaine de prière à Ernest Manirumva. Au cours de cette semaine, ces associations vont mettre la pression pour que justice soit rendue à ce leader de lutte contre la corruption qui a été assassiné en 2009 par arme blanche. Selon Pacifique Ninanzwe, directeur général du FORSC, il y a encore à espérer et il faut doubler d'efforts pour que ceux qui sont impliqués, de loin ou de près, soient poursuivis par la justice. (Isanganiro/Rpa)- La ministre de la Justice Ancilla Ntakaburimvoa a fait savoir que le dossier de l'assassinat de l'ancien président de l'Olucome Ernest Manirumva tourne par le fait que le ministère de la justice manque de moyens pour faire les assignations à domicile inconnus. En plus des enquêtes sur ce meurtre ne sont pas encore achevées, a laissé entendre la ministre de la Justice. (Rtr/Isanganiro/Bonesha/Rpa)- L'ancien député Léon Manwangari a fait savoir que c'est une honte que la justice burundaise ne veuille pas travailler pour que les assassins de Manirumva soient traduits en justice. Selon Manwangari, il faut que le président de la République s'implique pour aider la justice à faire son travail. Il regrette que depuis qu'il a entendu que les grands hommes ont été assassinés, la justice traîne toujours les pieds pour punir ceux qui sont impliqués dans ces assassinats. (Rtr)